

De la diversité sexuelle à l'autodétermination sexuelle*

par Anick Druelle

Le premier Forum sur la diversité sexuelle organisé par le groupe *Diálogo SUR-SUR LGBT* en 2004 a été l'occasion de nombreux débats sur les droits des gais, des lesbiennes, des bisexuelles et des transsexuelles. Dans le contexte international actuel, alors que les minorités sexuelles formulent des revendications, de nouveaux concepts émergent et tracent les contours de dispositifs sexuels inédits. Parmi ces concepts, celui de diversité sexuelle laisse entrevoir de multiples alternatives au modèle dominant hétéronormatif.

Les limites du concept de diversité sexuelle

Dans l'optique de l'idéal d'une citoyenneté pleine et entière, le concept de diversité sexuelle permet de présenter positivement et simplement une vaste gamme d'expériences vécues par des lesbiennes, des gais, des personnes bisexuelles, transgenres ou transsexuelles (LGBT) et même hétérosexuelles. Mais c'est peut-être là aussi sa faiblesse. En effet, ce concept, englobant au point d'inclure aussi les expériences des groupes dominants hétérosexuels, ne banalise-t-il pas les expériences diverses vécues par les LGBT ? Si l'acronyme LGBT ou GLBT n'a jamais été clair pour les non-initiés au

* Une version préliminaire de ce texte a été présentée au premier forum sur la diversité sexuelle qui a eu lieu dans le cadre du Forum social des Amériques à Quito en Équateur en juillet 2004.

mouvement, il tentait tout de même de rendre visible la diversité des expériences au sein de ce mouvement. Le concept de diversité sexuelle, quant à lui, risque de faire oublier les questions de la visibilité et de la reconnaissance du droit à l'existence, qui sont les premières étapes de la mobilisation des lesbiennes, des gais, des personnes bisexuelles, transgenres ou transsexuelles.

De plus, à la suite des analyses critiques socialistes, féministes, noires ou postcoloniales, on ne peut plus penser aux LGBT sans prendre en considération les rapports sociaux qui les constituent en sujets – tels que ceux liés à la race, la classe, le sexe/genre, la sexualité, l'état de santé, l'âge – et les rapports entre États. Comment éviter le piège de l'oubli des conditions spécifiques vécues par les LGBT lorsque l'on utilise des catégories englobantes telles que celle de diversité sexuelle dans la définition des stratégies ?

Dans la constitution d'un mouvement pour la diversité sexuelle, il importe que les acteurs qui prennent le leadership questionnent en premier lieu leurs propres privilèges. De quels pays viennent-ils ? Profitent-ils de privilèges liés à la couleur de leur peau, à leur religion, à leur sexe, à leur classe ? Profitent-ils des échanges inégaux entre nations et entre classes ? Profitent-ils, en Amérique, du vol des terres amérindiennes et de la domination des peuples autochtones ? Comment le mouvement pour la diversité sexuelle pourrait-il développer des stratégies qui prennent en compte ces divers rapports de pouvoir et chercher à les transformer ?

Par exemple, le mariage gai comme stratégie d'accès aux régimes d'assurance ou de rente publique ou privée de son conjoint ne rentre-t-il pas tout simplement dans la logique néolibérale de privatisation des soins ? Pourquoi le mouvement pour la diversité sexuelle ne militerait-il pas plus systématiquement pour des mesures de distribution de la richesse sur l'ensemble de la planète de manière à assurer à toutes et tous une véritable liberté en matière de sexualité ?

En effet, nous ne pouvons ignorer qu'une majorité de personnes ne jouissent pas de la liberté de choisir leurs relations sexuelles en raison de conditions économiques défavorables et du risque de se trouver sans soutien en cas de séparation de leur conjoint si elles sont mariées. Et cela est d'autant plus vrai dans les systèmes hétéropatriarcaux qui maintiennent dans des situations de dépendance les mères vis-à-vis de leurs conjoints, les adolescents vis-à-vis leurs parents. Assurer aux mères des choix en matière de sexualité impliquerait donc de leur accorder des ressources financières et matérielles tout au long de leur prise en charge des enfants. De même, assurer aux jeunes de véritables choix en matière de sexualité (y compris le droit de refuser des rapports sexuels en échange d'argent) impliquerait également qu'elles et ils aient accès à des ressources financières et matérielles dès l'adolescence. À mon avis, ce genre de revendications pour la distribution des richesses devrait aussi être au cœur d'un mouvement pour la diversité sexuelle, car l'accès aux ressources est l'une des premières conditions pour la pratique d'une citoyenneté pleine et entière.

Pratiques démocratiques au sein des mouvements LGBT

En plus de l'accès aux ressources financières et matérielles, une autre condition essentielle à la pratique d'une citoyenneté pleine et entière implique la possibilité de s'exprimer à partir même des identités choisies par les individus et les collectivités. Elle implique des structures qui favorisent la participation directe de toutes les personnes vivant sur un territoire donné ou s'associant au sein d'un groupe d'appartenance donné. Ceci m'amène à questionner les pratiques démocratiques au sein même des organisations qui font partie des mouvements pour la diversité sexuelle. Je crois que les mouvements qui sont en faveur de la diversité sexuelle et de la citoyenneté pleine et entière devraient s'in-

téresser au processus même de constitution du mouvement et non seulement viser à longue échéance l'utopie d'une telle citoyenneté. Je m'explique. Dans les recherches que j'ai entamées sur la mondialisation des réseaux en faveur des droits des lesbiennes et autres solidarités, j'ai réalisé que plusieurs groupes actifs sur la scène internationale ne se soucient guère d'avoir une base démocratique. Un des seuls groupes internationaux qui se soit doté d'une structure démocratique est l'*Association internationale des gais et des lesbiennes* (ILGA). Malgré l'existence de cette structure, les difficultés sont nombreuses : par exemple, qui sont les personnes et les groupes qui ont les moyens de participer à cette conférence électorale ? Dans le cas de l'Amérique du Nord, la personne qui a représenté cette région au sein d'ILGA, il y a quelques années, n'avait même pas consulté les autres associations avant de se présenter et d'être élue comme représentante régionale. Malgré ces difficultés, ILGA a le mérite tout de même de viser à une représentation la plus démocratique possible. Plusieurs autres organisations ne se sont même pas dotées d'une structure visant une représentativité démocratique. Je pense entre autres à l'*International Gay and Lesbian Human Rights Commission* basée à San Francisco qui n'a aucun membership mais dont les moyens financiers dépassent de loin les moyens d'ILGA. Je pense également à des groupes récemment mis sur pied qui agissent davantage comme des consultants ou des experts en la matière des droits des LGBT sur la scène internationale et qui ne veulent pas fonctionner sur la base d'un membership. Sans structure démocratique, qui décide des revendications à porter sur la scène mondiale, régionale, nationale et locale ? Et qui parle au nom de qui ?

Des identités et des solidarités...

Au sein des mouvements pour la diversité sexuelle et les mouvements féministes, il m'apparaît indispensable de développer des cadres d'analyse qui prennent en compte les inter-

sections entre divers rapports de pouvoir liés au sexe, à la race, à la classe et à la sexualité dans un contexte de mondialisation capitaliste ; cependant, nous pouvons constater de nombreuses difficultés à mettre de l'avant des politiques solidaires et des analyses multisectionnelles qui prennent effectivement en compte ces divers rapports de pouvoir et de domination. Dans le cas de certains groupes de femmes, ce qui semble causer problème, c'est la question de la sexualité pratiquée hors des normes hétérosexuelles ou patriarcales. Dans le cas de certains groupes mixtes de la diversité sexuelle, ce sont les rapports sociaux de sexe et la remise en question de la domination masculine qui semblent poser plus souvent problème. Dans les deux cas, les questions de la domination blanche occidentale et celles des classes aisées dans le système capitaliste mondial actuel sont rarement traitées de front et de manière intégrée dans des analyses multisectionnelles.

Ainsi, des femmes, et en particulier des lesbiennes, noires, « de couleur », arabes, musulmanes, métisses, de classe ouvrière, de pays dits du Sud, se trouvent souvent marginalisées au sein de certains mouvements de femmes ou en faveur de la diversité sexuelle présents sur la scène mondiale et qui prétendent les représenter ou parler en leurs noms. Par contre, devant l'urgence d'agir contre les régimes de domination qui se fondent sur des formes diversifiées de racisme, de sexisme, d'hétérosexisme, de système de classe et de caste, d'âgisme et d'eugénisme, certaines de ces femmes par ailleurs marginalisées adoptent diverses stratégies afin de faire entendre leurs voix et de revendiquer le « droit » à l'existence et à la reconnaissance.

Pour contrer la stratégie de certains groupes et agents étatiques de présenter l'homosexualité comme une maladie occidentale mais également en raison de la monopolisation des discours sur les droits des femmes au sein de mouvements féministes blancs/occidentaux, des groupes de lesbiennes

arabes, musulmanes, latino-américaines, africaines et asiatiques ont décidé de se mobiliser sur la base de l'intersection entre les diverses facettes de leurs identités complexes en tant que lesbiennes et en fonction de leurs origines ethniques ou « nationales ». Je pense, par exemple, au collectif *N'DéeSses* mis sur pied par des lesbiennes d'origine algérienne vivant en Algérie ou en exil. Ce groupe a produit et entretient un site Internet intitulé *Sehakia*¹ qui se présente comme la voix des lesbiennes arabes. La co-fondatrice du collectif explique les buts de cette organisation de la manière suivante :

[...]notre objectif est de faire connaître l'existence des lesbiennes nord-africaines et arabes et d'EXISTER comme lesbiennes nord africaines et arabes, partout, en terres natales comme en terre d'exil. Nos combats visent à lutter contre le sexisme, l'hétéro-patriarcat, la lesbophobie, l'homophobie des sociétés nord-africaines et arabes. Nous aspirons clairement à des changements, des transformations en terres natales.

Elle poursuit :

[...] l'ensemble des situations auxquelles je pourrais référer et pour lesquelles nous sommes appelées à agir, témoignent de l'urgence d'actions, de luttes pour engager à des transformations dans les politiques d'accueil des réfugiés, la vigilance devant être renforcée lorsqu'il s'agit de lesbiennes, pour combattre le racisme, le sexisme, la lesbophobie, l'exploitation économique, physique, sexuelle... oppressions conjuguées subies par les femmes et lesbiennes issues des continents non européens, issues de migrations forcées, dont l'histoire présente ou passée est liée au colonialisme.

Pour sa part, le réseau *Femmes sous lois musulmanes* a décidé de faire de la sexualité un de ses thèmes privilégiés. Cela a donné lieu à diverses alliances avec les mouvements féministes, de lesbiennes et de la diversité sexuelle, mais également avec des réseaux contre diverses formes d'intégrismes religieux. D'autre part, ce réseau s'est également associé au pro-

¹ Voir le site Internet <http://www.sehakia.org>

jet SAFRA², une initiative qui vise à développer des ressources et un accès aux services légaux et sociaux pour des femmes musulmanes LGBT en Angleterre qui peuvent vivre une combinaison de préjugés basés sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre, le sexe, la religion, la race, la culture et le statut d'immigration.

Des groupes mixtes pour la diversité sexuelle s'organisent également autour d'identités musulmanes. Par exemple, le groupe *Al-Fatiha*³ basé en Angleterre et aux États-Unis vise à appuyer les personnes qui veulent réconcilier leur orientation sexuelle avec l'Islam. Ce groupe se dédie aux personnes musulmanes – qui sont lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres, intersexes, qui s'interrogent ou qui explorent leur identité sexuelle ou leur orientation sexuelle – et à leurs alliés, familles et amis.

D'autres groupes de lesbiennes ou des réseaux mixtes LGBT tentent également d'inclure davantage des analyses critiques intersectionnelles de la mondialisation capitaliste. Par exemple, la collective de lesbiennes libérées *Lesbiradas* basée au Guatemala insiste sur la nécessité pour les lesbiennes de se constituer en sujet politique et d'agir contre l'exploitation économique, la répression militaire, l'hétéropatriarcat, le sexisme, le racisme et l'homophobie. De plus, ce groupe travaille activement au réseautage en Amérique centrale en faveur des droits des lesbiennes dans cette région. Et le groupe *Diálogo SUR-SUR LGBT*, basé en Équateur, qui vise à faciliter les échanges entre les LGBT vivant dans des pays dits du Sud par la coopération Sud-Sud. Ce groupe a produit des analyses intéressantes sur les effets de la mondialisation capitaliste sur les LGBT du Sud.⁴

² Voir leur site <http://www.safraproject.org/about.htm>

³ Voir leur site <http://www.al-fatiha.org>

⁴ León, Irene et Phumi Mtetwa, *Globalization : GLBT Alternatives*. Quito, Équateur : GLBT South-South Dialogue, 2003.

Avec le slogan « UnE autre monde est possible », le groupe des *Panthères roses* et la *Coordination lesbienne* en France ont également lancé un appel en tant que membres d'un réseau LGBT européen altermondialiste dans le cadre du Forum Social Européen qui a eu lieu à Paris les 14 et 15 novembre 2003. Les *Panthères roses* se définissent comme « un réseau de pédégouines éternées par l'ordre moral, patriarcal, le sexisme, le racisme, le tout sécuritaire, les régressions sociales et tout ça. [...] Outil de résistance et composante politique du combat pour une société alternative »⁵.

Justice érotique et autodétermination sexuelle

Les luttes et les organisations évoquées ci-haut revêtent plus de signification encore si on les analyse à la lumière de la notion de justice érotique mise de l'avant par Gayle Rubin dans son texte : « *Thinking Sex : Notes for a Radical Theory of the Politics of Sexuality* »⁶. Plus récemment, Sonia Corrêa, du groupe *Development Alternatives for a New Era*, a défini ce concept de la manière suivante :

La justice érotique concerne autant le domaine des relations personnelles que la sphère publique. Elle implique : que les pratiques sexuelles individuelles devraient conduire au plaisir tout en étant animées par les principes de respect pour l'intégrité et la volonté de l'« autre » ; que les conditions sociales, économiques et culturelles devraient conduire à l'égalité des sexes, la liberté de choix en matière d'orientation sexuelle, et la non-discrimination ; et finalement, que l'expression sexuelle ne devrait pas être sujette à des contraintes morales ou légales.

Corrêa établit un lien direct entre le principe de justice érotique et les droits sexuels : « *Les droits sexuels sont un levier par*

⁵ Voir le site Internet des Panthères roses, [http : //pantheresroses.free.fr/FSE.htm](http://pantheresroses.free.fr/FSE.htm)

⁶ Gayle Rubin. « *Thinking Sex : Notes for a Radical Theory of the Politics of Sexuality* » dans *The Lesbian and Gay Studies Reader*, H. Ablove, M.A. Barale et D. Halperin (dir.), New York et Londres, Routledge, 1992, p. 3-44.

lequel on peut créer un environnement facilitant l'atteinte des principes de justice érotique. »⁷

Le concept d'autodétermination sexuelle mis de l'avant par Kirsten Walker (2000) permet de préciser le contenu des droits sexuels en privilégiant une approche qui met en valeur la diversité sexuelle dans son ensemble et dans son imprévisibilité (car nous ne connaissons pas toutes les formes que peuvent prendre les plaisirs sexuels). Walker met l'accent sur la libération de l'expression sexuelle plutôt que sur la libération de l'identité sexuelle. Les tenants de l'approche identitaire visent principalement l'élimination de la discrimination sur la base de l'orientation sexuelle. Le problème d'une telle approche, selon Walker, est qu'elle se limite à la promotion des droits pour des personnes qui s'identifient ou sont identifiées comme lesbiennes ou gais, mais laisse de côté de multiples expériences. De plus, l'approche de la non-discrimination sur la base de l'orientation sexuelle seulement laisse de côté les multiples intersections avec des rapports de pouvoir divers liés à la classe, la race, le sexe, la religion, l'âge, l'état de santé, etc.

Avec un concept plus englobant comme celui d'autodétermination sexuelle, Walker croit qu'il est possible de promouvoir des conditions dans lesquelles les individus peuvent faire des choix en matière de sexualité. Elle précise :

Ce qui implique non seulement l'absence de lois pénales qui régulent les activités sexuelles consensuelles, mais également la mise en place de structures sociales qui reconnaissent les choix individuels et conjoints au sujet des relations significatives et permettent l'expression de la sexualité par des individus, des couples ou des groupes. Ceci implique la création de sociétés au sein desquelles la diversité des expressions sexuelles est reconnue comme un bien et est promue et développée : soit une

⁷ Sonia Corrêa. « From Reproductive Health to Sexual Rights : Achievements and Future Challenges », [http : //www.hsph.harvard.edu/organizations/healthnet/reprights/docs/correa.html](http://www.hsph.harvard.edu/organizations/healthnet/reprights/docs/correa.html)

société où il y a de l'éducation sur les diverses sexualités, et où il n'y a pas de contraintes dans les activités sexuelles dues à la pauvreté ou à la maladie. [...] Tout énoncé de droits sexuels nécessite aussi la reconnaissance des liens entre les droits économiques et sociaux et la sexualité.⁸

Pour conclure, trois principes m'apparaissent essentiels :

- La justice érotique va de pair avec la justice économique, politique, sociale et culturelle ; les unes ne vont pas sans les autres.
- La diversité sexuelle est un concept utile à la condition d'être juxtaposée à des analyses et des politiques multisectionnelles qui prennent en compte les divers rapports de pouvoir et de domination.
- La citoyenneté pleine et entière doit être définie collectivement et elle implique que les mouvements sociaux et de la diversité sexuelle adoptent dès aujourd'hui des pratiques politiques démocratiques participatives.

Nous ne pouvons attendre des lendemains qui chantent, il faut chanter dès maintenant : « *We're here, we're queer, we're here to stay !* »

Références

Brossard, Louise, *Trois perspectives lesbiennes féministes articulant le sexe, la sexualité et les rapports sociaux de sexe : Rich, Wittig, Butler*, Montréal, Institut de recherches et d'études féministes, Les Cahiers de l'IREF, n° 14, 2005.

Bunch C. et Hinojosa C., *Lesbian Travel the Roads of Feminism Globally/La traversia de las mujeres lesbianas por el feminismo internacional*, New York : Rutgers University, Center for Women's Global Leadership, 2000 (imprimé à Mexico par Impreso en Programas Educativos).

⁸ Kirsten Walker. « Capitalism, Gay Identity and International Human Rights Law », *Australian Gay and Lesbian Journal*, vol. 9, 2000, p. 71-72.

Cruz-Malavé A., Manalansan IV A. et F., *Queer Globalizations, citizenship and the afterlife of colonialism*, New York : New York University Press, 2002.

Ferguson, Rod, « The Nightmares of the Heteronormative », *Cultural Values*, 1 octobre, vol. 4, n° 4, p. 419-444, 2000.

Gopinath, Gayatri, *Impossible Desires. Queer Diasporas and South Asian Public Cultures*, Durham, NC : Duke University Press, 2005.

León I. et Phumi M., *Globalization : GLBT Alternatives*, Quito, Équateur : GLBT South-South Dialogue, 2003.

Moraga C. et Anzaldúa G., *This Bridge Called My Back, Writings by Radical Women of Color*, New York : Kitchen Table : Women of Color Press, p. 128- 137, 1983.

Richardson D. et Seidman S. (dir.), *Handbook of Lesbian and Gay Studies*. London : Sage, 2001.

Weed E. et Schor N. (dir.), *Feminism Meets Queer Theory*, Indiana University Press, Bloomington and Indianapolis, 1997.

Otto, Diane, « Sexualities and Solidarities : Some Thoughts on Coalitional Strategies in the Context of International Law », *Australasian Gay and Lesbian Law Journal*, Vol. 8, pp. 27-33, 1999.

Rothschild C. et Long S., *Written Out : How Sexuality Is Used to Attack Women's Organizing*, San Francisco (CA) et New Brunswick (NJ) : International Gay et Lesbian Human Rights Commission et Center for Women's Global Leadership, 2000 et 2005.

Stychin, Carl F., *A Nation By Rights, National Cultures, Sexual Identity Politics and the Discourse of Rights*, Philadelphia : Temple University Press, 1998.

Stychin, Carl, *Governing Sexualities*, Oxford : Hart, 2003.